

Entretien avec :

Cheikh AHMED, Président de l'ARCMI, imam de la mosquée de l'association, à la Villeneuve, Grenoble ; **Hadj DEBZA**, Président de l'AMI, responsable de la mosquée de Saint-Martin-d'Hères ; **Lahcène LAOUAR**, Président de l'AGEMI, responsable de la mosquée de la rue Très Cloîtres à Grenoble

Propos recueillis par Hassan EL BOUJARFAOUI

Ecart d'identité : En tant que musulmans pratiquants, quel est votre sentiment en vivant en France ?

Lahcène LAOUAR : Il nous faut l'environnement et le cadre nécessaire pour bien vivre notre Islam. Nous n'avons pas de bibliothèque, ni de centre culturel. Nos enfants non plus n'ont pas ce cadre qui leur permettra de s'épanouir dans un environnement musulman. Cela leur manque.

Hadj DEBZA : Sans Islam, il n'y a pas d'intégration. L'Islam est une religion qui nous permet de nous intégrer. Je suis en France depuis 30 ans. Je ne pratiquais pas au départ. Je n'ai pas à rougir, ni à avoir honte. Je n'ai de comptes à rendre qu'à Dieu. J'ai mes enfants qui sont nés ici : ils ne parlent pas un mot d'arabe parce qu'il n'y a pas de lieu où ils peuvent l'apprendre. Ils vont à l'école française mais ils ne vont pas au lieu de culte parce qu'il n'y en a pas. S'il y en a quelques uns aujourd'hui, c'est parce qu'on s'est battus. Il n'y a que deux lieux de culte qui sont achetés. Celui-ci (Villeneuve) et celui de Saint-Martin-d'Hères. Sinon les autres ce sont des caves à rats. Et faire la prière dans une cave, c'est un péché. Pourquoi il n'y a pas de mosquée à Grenoble ? Nous nous sommes battus pour cela depuis l'époque où le maire était Monsieur Dubedout. Il y a deux fêtes légales dans l'année, c'est l'Aïd El Adha (fête du mouton) et l'Aïd El Fitre (fête marquant la fin du ramadan). Pour chacune de ces deux fêtes, il faut louer une salle pour faire la prière. Il nous faut pour cela de 1,2 à 1,5 million. c'est beaucoup ! Dépenser tout cet argent chaque année c'est "haram" (illicite). Mais on est obligé de passer par là parce que nous n'avons pas d'autres possibilités.

Quand vous parlez de l'Islam aux Européens, c'est comme si vous jetiez un lion dans l'arène. Ils ont peur ! Ils ont tort ! L'Islam est la religion la plus sage, la plus correcte, la plus digne la plus propre. Elle respecte l'homme et l'environnement. Elle respecte d'autres religions. On croit à Abraham, on croit aux juifs, aux chrétiens. On croit à tous les prophètes. Si nous sommes ici, c'est parce qu'on nous a fait venir pour répondre à un besoin de main-d'œuvre. Prenons l'exemple des ghettos des quartiers de la Villeneuve, des Baladins, ce sont les autorités qui sont responsables de la présence de la drogue. Ces gosses, arabes et musulmans qui y habitent n'ont rien pour se divertir. Si à 16 ans ou 18 ans on les expulse de l'école, où vont-ils ? Automatiquement, ils sont attirés par l'intégrisme de toutes

sortes, européen, juif, musulman. Ils sont la proie facile de cet intégrisme parce qu'ils sont rejetés par les autorités du pays. Ce rejet crée aussi un espace où se cotoient la drogue, l'alcool, le viol et le crime. Et chaque fois, on désigne les arabes du doigt, comme responsables de ces vices. C'est faux ! Ce sont les autorités qui sont responsables. Nous pouvons pratiquer l'Islam n'importe où. Nous sommes contents d'être là. Nous sommes peut-être plus heureux que certains qui sont restés là-bas dans le bled. Nous sommes bien, mais nous avons une soif énorme d'avoir une certaine liberté de pratiquer la religion.

L.L. : Le plus urgent actuellement, c'est d'avoir une mosquée à Grenoble, c'est-à-dire un établissement où on peut trouver une salle de prière, une bibliothèque et des classes d'enseignement.

E.d'l. : Un minaret aussi ?

H.D. et L.L. : Ce n'est pas ce qu'il y a de plus important.

E.d'l. : Comment évaluez-vous votre intégration dans la société française ?

H.D. : Il est difficile de s'intégrer quand nous manquons de moyens pour bien pratiquer notre religion. D'ailleurs, nous ne demandons pas de moyens financiers. Nous avons ce qu'il faut. Tout ce que nous demandons, c'est que l'on nous donne un terrain pour construire une mosquée. Nous demandons que l'on nous désigne un endroit pour le faire.

L.L. : Pour ma part, la question de l'intégration est cruciale. Je trouve que c'est la société française qui refuse d'intégrer les musulmans. C'est elle qui rejette les jeunes musulmans qui aiment la France. Ils aiment ce pays parce qu'ils y sont nés. Et ils y vivent. Et la majorité ne connaît pas leur pays d'origine. Beaucoup de ces jeunes (16-18 ans) pratiquent régulièrement l'Islam et ils ont des objectifs en France. Moi, je vous renvoie la question : ces jeunes qui sont nés en France et qui ont des droits, est-ce que la société française les accepte tels qu'ils sont ? Et qu'est-ce que vous appelez l'intégration ? Ce jeune est né à Villeneuve et y vit depuis 22 ans, il ne connaît que Villeneuve, Grenoble, Grand Place, il y est chez lui... (*NDLR : Villeneuve est un quartier de Grenoble, Grand Place est le centre commercial qui jouxte ce quartier*). Tout simplement parce qu'il pratique, parce qu'il va à la Mosquée, on le désigne du doigt. Moi je pense que c'est la société française qui refuse d'intégrer ces

jeunes musulmans.

Cheikh AHMED : A mon avis, le problème de l'intégration ne devrait pas se poser pour des jeunes qui sont nés ici, qui ont la nationalité française et qui ne parlent pas la langue de leur pays d'origine. Si on pose la question d'intégration de ces jeunes, cela signifie qu'on les considère comme des citoyens de seconde zone. Je constate des obstacles psychologiques et matériels qui empêchent le processus de l'intégration. Dans les faits, une ségrégation existe quand il s'agit des jeunes non-européens. On dit bien : jeunes africains, jeunes maghrébins, jeunes beurs,... Ces différentes appellations créent en lui des complexes et lui donnent le sentiment de ne pas être un citoyen à part entière, ce qui l'empêche de fournir le meilleur de lui-même afin d'être utile à la société. Ce sentiment d'exclusion le pousse à la vengeance. Je remarque aussi que le niveau d'échec scolaire est très élevé chez les populations issues de l'immigration. Ces jeunes se retrouvent à la rue, où vont-ils ? Ils ne peuvent pas aller dans une mosquée ni dans un Centre Islamique car il n'y en a pas. Ils restent dans un cercle fermé. De ce fait, ils sont la proie facile pour la drogue. Une remarque : concernant les gens qui cherchent du travail : quand il s'agit d'un arabe, on ne lui donne pas de travail même quand il change de nom. Autre chose : quand les autorités traitent avec les arabes et les musulmans, ils ne les considèrent pas de la même manière que les portugais et les italiens. Les musulmans sont mal vus et mal traités. Le seul rapport qui existe, c'est "jeunes-police". Et entre ces deux-là, c'est le jeu du chat et de la souris, il n'y a pas de dialogue, et encore moins le souci de comprendre ces jeunes. Aucun proposition n'est faite pour mettre en place un cadre, un contexte qui rassemble les jeunes et leur permette de réfléchir autrement. Ces jeunes se sont exclus, même s'ils ont la nationalité et parlent le français. Ils sont perdus entre le pays d'origine qu'ils ne connaissent pas et le pays où ils résident et qui les rejettent. C'est une situation qui met ces jeunes sous situation et les pousse à la casse. C'est une expression du désarroi dont ils sont victimes. Le Code de la Nationalité voté dernièrement est une forme de ségrégation. Initialement, on n'est pas français, on n'est pas accepté. Il faut un jour demander la nationalité. On pourrait te l'accorder comme on pourrait te la refuser. Une telle démarche ne peut que provoquer un sentiment de frustration chez les jeunes. Personnellement, je ne vois pas pourquoi on poserait la question à un jeune s'il veut devenir français ou non alors qu'il est né et a grandi en France. Ce jeune en principe, doit avoir tous ces droits, franchir toutes les étapes et occuper tous les postes. J'estime que l'individu qui respecte les institutions, les lois, et participe à la construction du pays, doit jouir du respect et de la considération de la société.

E.d'I. : Quelles sont les activités de vos associations ?

C.A. : Nous avons des activités diverses, aussi bien pour les adultes que pour les jeunes ou pour les femmes. Les activités sont ouvertes aux pratiquants comme elles le sont aux non-pratiquants. En résumé, nous avons des activités sportives (foot, montagne...), et nous organisons des conférences sur différents thèmes : drogue, alcool, tabac, médecine, pour sensibiliser les gens à ces problèmes. Nous avons une petite bibliothèque ouverte à tous et on y trouve des livres, des manuels scolaires, des cassettes vidéo... Les femmes se réunissent entre elles pour

se concerter et parler de leurs préoccupations, de leurs problèmes, des questions religieuses qui les intéressent... Nous faisons aussi des cours d'arabe et l'apprentissage de quelques chapitres du Coran, des projections vidéo (documentaires, films), à condition que ces projections soient conformes à l'Islam (cela ne doit pas porter atteinte à la pudeur). On organise aussi des sorties. Tous les jours, un récit est dispensé sur un thème particulier de l'Islam en général.

H.D. : Nous assurons pratiquement les mêmes activités que vient de citer Cheikh sauf que nous, à Saint-Martin-d'Hères, nous avons un local où nous pouvons assurer l'enseignement des enfants, ce qui nous évite de le faire dans la salle de prière. Ce local nous est donné par la Mairie, il est bien équipé (éclairage, chauffage...). Nous faisons du soutien scolaire le mercredi et le samedi pour les garçons et le dimanche pour les filles.

J'aimerais revenir sur l'intégration : Dans le journal "Le Dauphiné Libéré" du 16/09/93, on apprend que la préfecture met en place une cellule départementale pour la lutte contre le



racisme. Cette cellule est mise en place par le chargé de mission de M. Pasqua. Dans cette cellule, sont regroupés les catholiques, les protestants, les juifs, les représentants du MRAP, de la LICRA et de la Ligue des Droits de l'Homme. Je suis révolté car Monsieur le Préfet n'a pas invité les musulmans. S'agit-il d'une cellule de racisme contre les musulmans ? Pourquoi il n'y a pas d'arabes et de musulmans ? J'ai pris connaissance du processus de la mise en place de cette cellule avant de partir en vacances au mois de juin. J'ai eu un entretien avec une personnalité de la préfecture sur cette cellule : il était prévu que des musulmans y participent. Aujourd'hui on apprend qu'ils n'y sont pas ! Comment voulez-vous qu'on s'intègre ? Quand on voit des choses pareilles, même quand on est intégré, on se désintègre ! Ça fait mal au cœur de voir des choses pareilles.

L.L. : Je trouve inadmissible que toutes les communautés soient représentées dans cette cellule sauf les musulmans, comme par hasard. Je suis indigné. Pour revenir aux activités, je tiens à rappeler que la salle de prière de Très-Cloîtres (*NDLR : nom d'une rue de Grenoble*) est l'une des premières salles ouvertes à cet effet à Grenoble. Et je suis fière que mon nom soit associé à cette mosquée. C'est une cave souterraine que nous avons aménagé. Nous, on fait plus de social et nous nous occupons aussi de la toilette rituelle des morts musulmans.

H.D. : Les jeunes apprennent l'arabe dans deux endroits principaux : ici (dans le local de l'ARCFMI) et dans le local de l'AMI à Saint-Martin-d'Hères. Je lance un appel à la ville de Grenoble et plus précisément à la personne chargée de l'éducation à la Mairie pour qu'elle mette à la disposition de l'association ARCFMI une classe ou deux afin qu'elle puisse assurer le soutien scolaire et les cours d'arabe le mercredi. Des écoles sont à proximité d'ici, elles sont fermées le mercredi, le samedi et le dimanche. Des classes sont bien disponibles ces jours-là, autant les rentabiliser, ce qui permettra de lutter plus efficacement contre la délinquance.

E.d'l. : Rencontrez-vous d'autres types de difficultés avec les autorités ?

H.D. : Nous sommes reçus par les Mairies chaque fois qu'on le demande. Mais la réponse des Mairies dépend des moyens qu'on demande. Par exemple, pour les prières de l'Aïd, la ville de Grenoble met à notre disposition des gymnases gratuitement. Mais cela ne suffit pas pour contenir tous les musulmans qui viennent pour la prière ce jour-là. Il nous faut la surface de deux ou trois gymnases. C'est la raison pour laquelle nous louons une grande salle à Alpexpo (NDLR : complexe de superficie importante qui accueille entre autres des foires d'exposition, des salons, des spectacles...), mais cette location nous coûte très chère. Nous demandons aux pouvoirs publics — ville, Conseil Général, Conseil Régional... — de participer à cette location. Pour l'instant, cette demande nous est refusée. Au sujet des écoles coraniques et du soutien scolaire, nous demandons aux Mairies de dire aux Directeurs d'Ecole de mettre à notre disposition des classes pendant les jours de congés pour que l'on puisse occuper le temps de ces jeunes plutôt que de les laisser aux abois, des brebis galeuses. Autrement dit, de les sortir de cet enfer qu'ils subissent.

C.A. : L'ANPE Sud occupait le local qui est tout près d'ici. Ils ont déménagé. Ce local est vide. Nous avons demandé à la Mairie de Grenoble de nous le prêter pour y assurer le soutien scolaire, ou sinon de nous le vendre. La réponse a été négative. Nous nous sommes adressés ensuite à une école à côté pour nous prêter les classes pendant les jours de fermeture de l'école, le directeur a refusé sous prétexte que notre association est religieuse.

L.L. : Les autorités refusent de nous donner de l'aide pour des raisons électorales, c'est malheureux pour les enfants.

H.D. : Les politiques profitent de notre désunion, l'année 1995 sera une grande échéance : soit nous nous en sortirons, soit ce sera la fin. Voilà ce que je propose aux musulmans : nous contacterons les prochains candidats, et nous voterons pour celui qui accepte de nous donner les moyens de construire une mosquée, de monter une école coranique, et de mettre en place un cimetière pour y être enterré. C'est "donnant-donnant". Nous sommes nombreux à voter en Isère. Habituellement, le candidat vient voir le président d'une association et lui donne une subvention de 20.000 francs pour qu'il appelle à voter pour lui et sans rien donner pour les autres. Les arabes ne sont pas à vendre !

E.d'l. : Quel est votre avis sur le Conseil représentatif des musulmans mis en place par Pierre Joxe ?

H.D. : On n'est pas d'accord car il n'a rien fait. Parmi les gens de ce conseil, il y en a qu'on connaît, d'autres qu'on ne connaît pas. Ils se disent représentatifs ces gens-là, mais il ne représentent personne. Qu'on fasse des élections...

C.A. : La communauté musulmane doit se rassembler et désigner le nombre de représentants qu'il faut. Et jamais nous n'accepterons quelqu'un qui nous est imposé.

L.L. : C'est la base qui doit choisir.

E.d'l. : Avez-vous des contacts avec des français (associations, individus...)

C.A. : Nous n'avons pratiquement pas de contacts avec les autres, en tous cas pas d'actions en commun. Pour ma part, je suis allé visiter le centre œcuménique qui se trouve dans le quartier.

H.D. : Nous nous contentons d'échanger des messages de félicitations avec les deux autres communautés, juives ou chrétiennes, à l'occasion des fêtes religieuses.

L.L. : Je suis un des fondateurs de l'ADCFA (NDLR : Association de Coopération Franco-Algérienne), baptisée ALIF aujourd'hui. Je travaille aussi avec Paul MUZARD, l'ancien directeur de l'ADATE (NDLR : Association Dauphinoise pour l'Accueil des Travailleurs Etrangers), et j'ai des contacts avec l'ODTI (NDLR : Office Dauphinois des Travailleurs Immigrés). Cheikh, c'est quelqu'un qui travaille beaucoup et sa participation aux activités dans ce centre ne lui laisse guère de temps libre pour aller voir les autres. C'est aux autres associations aussi de venir nous voir.

E.d'l. : Les médias en général vous considèrent comme des intégristes enfermés sur vous-mêmes et refusant le dialogue. Qu'en pensez-vous ?

C.A. : Les musulmans n'ont pas les moyens d'information pour contrer la propagande de la désinformation des médias. C'est facile d'accuser quelqu'un, par contre, il est difficile de fournir les preuves. L'intégrisme est une chose que notre religion n'admet pas. Notre éducation ne nous le permet pas. L'intégrisme est un produit qui marche bien aujourd'hui. Nous ne nous sommes jamais renfermés sur nous-mêmes et nous n'avons jamais refusé le dialogue. Nous n'enfreignons jamais la loi et jamais nous n'avons imposé notre avis.

Dans notre association, les élections que nous organisons tous les ans sont ouvertes à tout le monde. Tout individu quel que soit ses convictions a la possibilité d'être candidat. Je crois que nous devons bien distinguer l'intégrisme et les convictions. Il n'y a pas d'individus dans le monde qui n'a pas de convictions, sinon ce n'est pas un homme. Je peux discuter avec toi pour te convaincre par des arguments qui me sont propres. Et toi, tu es libre de me suivre ou non. Il n'y a pas d'individu qui ne souhaite pas que les autres aient leurs droits et deviennent heureux. Plutôt que de lancer des accusations pour discréditer l'autre, le mieux est de créer un espace de dialogue où l'accusé puisse se défendre. Quand on a des soupçons, il faut venir et voir sur place et juger soi-même.

Des étudiants sont venus nous demander de les aider à faire leur thèse, jamais notre réponse n'a été liée à leurs tendances idéologiques. Notre soutien est ouvert à tous. Des femmes non voilées sont venues nous voir. L'accès au centre ne leur a pas été

interdit. Des femmes non musulmanes, au moment de leur accès au centre, voulaient mettre — par respect — une tenue musulmane : nous leur avons dit d'entrer comme elles s'habillent d'habitude. Du moment où elles ne sont pas musulmanes, je ne vois pas pourquoi on les obligerait à changer de tenue vestimentaire spécialement pour nous. Où voyez-vous de l'intégrisme ?

E.d'I. : Mais tous les musulmans n'ont pas cette ouverture d'esprit ?

C.A. : Je crois qu'il y a un malentendu entre les pouvoirs publics et les individus. Le dialogue n'existe pas. S'il y a une discussion et si les gens arrivent à obtenir leurs droits par des moyens réglementaires, je pense que ces gens là n'afficheront plus ce sentiment de refus. Mais si on se contente de leur donner des étiquettes, de les mettre sur une liste précise et de les rejeter, il est normal qu'ils aient cette réaction de refus et d'intégrisme. Dénigrer le travail de quelqu'un d'honnête et de consciencieux alors que l'on valorise un individu dont le travail est préjudiciable à la société, quel sera alors le sentiment du premier ? Il faut assumer ses responsabilités. Plutôt que d'accuser les autres, le mieux est de se pencher sur les problèmes pour leur trouver une solution. Il est bien dit dans le Coran : "Il n'y a point de contraintes dans la religion".

H.D. : Il y a des intégristes catholiques. On en a parlé à la télévision, mais je ne connais pas de mosquée intégriste en France. Il y a l'organisation "Rijal Addaoua" qu'on appelle aussi "Jamaat Attabligh", ce ne sont pas des intégristes bien qu'on leur donne cette étiquette, ils sont l'équivalent des "Témoins de Jéovah". Sans les assimiler à eux, ils font le même travail, ils prêchent l'islam. Qu'appelle-t-on intégriste ? Un barbu ? Il y a des ministres qui sont barbus. Nous ne forçons personne à pratiquer. Quand on accuse telle personne ou telle mosquée d'intégrisme, moi je renvoie la balle aux politiques et je leur dis : "arrêtez ça". Ils font cela pour se faire élire.

C.A. : De temps à autre, des français désirant se marier avec des musulmanes viennent nous voir pour prononcer la profession de foi et devenir musulmans. Je trouve absurde de changer de religion pour une femme. C'est pourquoi nous leur disons de bien réfléchir en leur donnant des livres qui pourraient leur apprendre l'islam, tout en restant à leur disposition pour répondre à leurs questions. Nous leur disons de revenir nous voir pour étudier la question de leur conversion qu'une fois convaincus. Si nous étions intégristes, nous n'aurions pas cette carte du Comité Catholique (*une carte du monde du Comité Catholique est accrochée au mur*). Mais je reconnaissais qu'il y a d'autres personnes plus compétentes que moi qui ont travaillé sur ce sujet. Quand on a de fortes convictions, nous n'avons pas besoin de force pour convertir les autres. Notre devise, c'est le dialogue. Y a-t-il un individu en Isère qui est venu nous voir et nous avons refuser de dialoguer avec lui ? Pas du tout. Au contraire, nous avons demandé de dialoguer avec des gens et ils ont refusé. Je leur ai adressé du courrier et ils n'ont même pas pris la peine de nous répondre. Lequel des deux est l'intégriste ? L'islam nous demande de prendre l'initiative et de ne pas pratiquer le suivisme. Un musulman doit recourir à l'effort de réflexion. Et nous devons nous respecter, chacun dans notre territoire. La liberté de l'un s'arrête là où celle de

l'autre commence.

L.L. : Il y a une fausse interprétation de l'Islam. Moi je dis qu'il y a un groupe ou des individus qui ont un intérêt à détruire l'Islam, en particulier à Grenoble. Ils mettent des étiquettes sur des individus.

H.D. : C'est eux qui nous ont divisé. Qu'ils laissent les musulmans tranquilles. Ils cherchent à classer les gens qui portent la bonne parole, à les classer comme intégristes. Si tous les gens qui se réfèrent à la parole de Dieu sont intégristes, alors nous sommes des intégristes, qu'on le veuille ou non. Il y a des gens dont l'objectif est de diviser les musulmans parce qu'ils ont des intérêts bien déterminés.

E.d'I. : J'ai entendu parler d'un projet de construction d'un Centre Islamique à Grenoble, voulez-vous nous en parler ?

C.A. et H.D. : Il ne faut rien exagérer, ce n'est pas quelque chose de colossal. Il s'agit d'une association musulmane R.A.I.S.E. qui a assumé la réalisation de ce projet à Grenoble. Ils ont acheté un terrain, ils y construiront une salle de prière, une école coranique et une bibliothèque.

C.A. : Les salles de prières, ce n'est pas ce qui manque. Ce qui me préoccupe le plus, c'est l'enseignement et l'éducation de cette génération.

E.d'I. : Dans quelle tranche d'âge situez-vous les pratiquants qui viennent à la mosquée ?

C.A. : Ici, il y a tous les âges.

H.D. : A Saint-Martin-d'Hères, c'est plutôt des jeunes, en majorité des étudiants. (NDLR : le campus universitaire de Grenoble s'étend sur trois communes dont Saint-Martin-d'Hères).

E.d'I. : Pourriez-vous nous dire un mot sur le problème de l'inhumation des musulmans ?

H.D. : Je suis membre fondateur de la Caisse Noire qui permet aux marocains et algériens de faciliter le transfert des dépouilles vers leur pays d'origine. Cela fait des années qu'on se bat pour un carré de cimetière. Vous savez un musulman quand il est enterré, une tombe d'un non-musulman ne doit pas s'interposer entre lui et la Mecque. Les communes qui ont des petits cimetières nous imposent parfois ce choix. Ce qui est impossible, on ne peut pas accepter. On a créé ce fond (caisse noire). Il y a 123 familles qui cotisent actuellement. Il y a d'autres moyens, des banques marocaines par exemple, moyennant une assurance, transportent les dépouilles au Maroc.

Et maintenant, nous aurons un cimetière (23 communes y ont participé). J'ajoute qu'à Vienne on n'accepte d'enterrer au cimetière que les musulmans de la commune, alors que des français d'autres villes peuvent y être enterrés. On nous met les batons dans les roues.

CONTACTS :

Association pour la Gestion d'un cimetière Musulman en Isère (AGEMI) - 1, rue Hauquelin - 38000 GRENOBLE.

Association des Musulmans de l'Isère (AMI) - Saint-Martin-d'Hères.

Association Religieuse et Culturelle Musulmane de l'Isère (ARCMI) - 15, rue des Trembles - 38100 GRENOBLE.